



**« Le PNDES n'apportera aucune solution aux problèmes majeurs des populations »,
Coordination des CCVC de la ville d'Ouagadougou**

Le Quotidien Numérique

du jeudi 27 avril 2017
7 Jrs/7

du BURKINA

N°372

02 BP 5805 Ouagadougou 02 Tél: +226 76 60 97 21/ +226 25 37 36 39 BURKINA FASO Téléchargeable

Appellez le + 226 76 60 97 21/ 72 08 05 05
Contactez nous par redaction@sc-mail.info

Faites vos annonces ici
Impactez comme jamais avant...
Espace spécialement réservé pour vous.

Découvrez vos offres d'emploi à partir de la page 21.

Meeting de l'opposition du 29 avril : l'ADF/RDA sonne la mobilisation de ses militants et sympathisants

Page 4

Meeting du CFOP-BF

Date: Samedi
29 avril 2017
à partir de 15h

à la Maison du peuple de Ouagadougou

Semaine des énergies renouvelables : De nombreuses innovations à cette deuxième édition

Page 2



L'ancien président burkinabé Michel Kafando vient d'être nommé nouveau représentant spécial des Nations Unies, en remplacement du Britannique Jamal Benomar

Page 11



Autorisation officielle n° 1238/2016/CAO/TGI.OUA/P.F.

Vos informations à l'international à la page 20.

MALI- La Croix-Rouge suspend ses activités

Centrafrique- Les USA retirent leurs forces spéciales du pays

SOCIÉTÉ

Semaine des énergies renouvelables : De nombreuses innovations à cette deuxième édition

Région du Centre



La crise énergétique est récurrente depuis plusieurs décennies, selon le directeur général de l'efficacité énergétique Ousmane Coulibaly.

Le comité national d'organisation de la semaine nationale des énergies et énergies renouvelables d'Afrique (SEERA) a animé une conférence de presse le mardi 25 avril 2017 à Ouagadougou. Placée sous le thème « Promotion du mix énergétique et de l'efficacité énergétique pour un accès durable à l'énergie pour tous », cette deuxième édition de la SEERA se déroulera du 02 au 07 mai prochain.

Promouvoir toutes les sources d'énergie en mettant l'accent sur les énergies renouvelables, l'efficacité énergétique pour faire face à la demande sans cesse croissante du

courant électrique, c'est l'objectif visé par les organisateurs de la semaine nationale des énergies et énergies renouvelables d'Afrique (SEERA). Ils étaient face à la presse ce mardi 25 avril à Ouagadougou.

La semaine des énergies renouvelables constitue un moyen efficace de partage de connaissances et d'informations utiles pour la promotion des différentes sources d'énergies avec un accent particulier sur les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique. Une occasion pour les acteurs du domaine de chercher des solutions durables face au déficit énergétique au Burkina. Elle se tiendra cette année du 02 au

07 avril 2017 à Ouagadougou.

Les réflexions menées en vue de trouver des solutions durables à la problématique de la demande en énergie ont démontré que les investissements en capacité de production doivent nécessairement être accompagnés d'une politique de consommation rationnelle de l'énergie dans tous les secteurs d'activités socioéconomiques.

La crise énergétique est récurrente depuis plusieurs décennies, selon le directeur général de l'efficacité énergétique Ousmane Coulibaly. Il indique que l'Etat a pris une ferme résolution de donner une nouvelle orientation à la politique énergétique du pays avec un taux

La suite à la page 3.

SOCIÉTÉ

La suite de la page 2.

de couverture de 85% à l'horizon 2020. Une nouvelle loi libéralisant le secteur est votée et toutes les implications de la loi seront expliquées à tous les acteurs au cours de cette semaine dédiée aux énergies. Le Maroc est le pays invité d'honneur à cette 2^{ème} édition au regard des avancées qu'il enregistre dans le domaine des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique. Ce pays sahélien, viendra partager son expérience dans l'exploitation du soleil pour la production de l'énergie. Les journées de promotion des économies d'énergie, le salon international des énergies renouvelables de Ouagadougou (SIERO) et les journées gaz et pétroles liquéfiés seront organisés au cours de cette semaine. Des promoteurs d'énergies renouvelables venant de 6 provinces du pays se partageront leur savoir-faire au cours d'une exposition vente des produits du solaire sur le site du SIAO.

La SEERA est destinée aux administrations publiques, aux entreprises, aux gestionnaires des centres de santé, aux hôtelleries, aux architectes, aux instituts ou école de formation, aux producteurs, importateurs et distributeurs d'équipement d'énergies, aux promoteurs des hydrocarbures, aux associations de consommateurs, aux acteurs privés et au grand public.

Selon les organisateurs, des enquêtes ont montré que la 1^{ère} édition a réalisé un bilan positif.

**Alfred Sié KAM/Rédaction S-C
Info**



Selon les organisateurs, des enquêtes ont montré que la 1^{ère} édition a réalisé un bilan positif.



Le Maroc est le pays invité d'honneur à cette 2^{ème} édition au regard des avancées qu'il enregistre dans le domaine des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique.

SOCIÉTÉ

« Le PNDES n'apportera aucune solution aux problèmes majeurs des populations », Coordination des CCVC de la ville d'Ouagadougou

Région du Centre



Cette revendication, aucune intimidation, aucune menace ou même répression ne peut l'estomper tant que les solutions idoines ne seront pas trouvées.

Dans cette déclaration, la coordination des CCVC de la ville de Ouagadougou fait sa lecture de la situation nationale émaillée par des crises sociales, les manifestations contre la vie chère sans occulter la crise énergétique et de l'eau qui secouent la capitale. Elle s'insurge contre le pouvoir MPP « qui a reconduit et poursuit les politiques d'asservissement perpétuel appelées PAS ou PNDES »

Populations de la ville de Ouagadougou, organisons-nous auseindesCCVCd'arrondissements

et des CDAIP de la ville de Ouagadougou et dressons-nous contre la dégradation de nos conditions de vie. La situation nationale est marquée par le développement des mouvements sociaux consécutifs aux conséquences désastreuses de la gestion du pouvoir par les anciens nouveaux dirigeants. Plus d'un an après l'accès au pouvoir du MPP dont le slogan de campagne était : « Roch, la solution », les préoccupations des populations restent en l'état. La solution aux problèmes de logement, de santé, d'éducation, de chômage, de famine, en un mot de vie chère et de mal gouvernance demeure une revendication

permanente des populations des villes et des campagnes. Cette revendication, aucune intimidation, aucune menace ou même répression ne peut l'estomper tant que les solutions idoines ne seront pas trouvées.

Au constat, on est loin de ces solutions qu'attendent nos populations : la hausse des prix des produits de première nécessité les laisse totalement désemparées car aucune volonté de nos dirigeants de mettre un terme à cette surchauffe des prix n'est perceptible. Ainsi sur le marché on assiste impuissant à la valse des étiquettes sans que rien ne puisse justifier économiquement ces changements de prix d'une

La suite à la page 5

SOCIÉTÉ

La suite de la page 4



C'est une réelle gymnastique que les ménages et les consommateurs en général font pour survivre chaque jour.



La hausse du prix des produits de grande consommation ou de première nécessité (pain, riz, sucre, huile, sorgho, petit mil, lait, légumes, etc.)

boutique à l'autre, du jour au lendemain. C'est une réelle gymnastique que les ménages et les consommateurs en général font pour survivre chaque jour, leur pouvoir d'achat n'évoluant pas à la même cadence que celle des prix. Le pain coûte actuellement 150 F pour 200g et celui de 180g au prix de 130F a disparu des boulangeries. Nonobstant le coût très élevé du kWh de la sonabel, la crise de l'énergie reste un phénomène permanent et atteint des pics en périodes de grande demande. La faillite dans la gestion de cette crise énergétique récurrente a connu, cette année, son paroxysme avec le mensonge éhonté sur la Brakina accusée d'être la cause du mal.

Que dire des coupures intempestives d'eau induisant

La suite à la page 6

SOCIÉTÉ

La suite de la page 5

des souffrances quotidiennes des femmes (corvée d'eau) de la ville de Ouagadougou et surtout ses périphéries dans cette période chaude ou les besoins en eau se sont accrus ? De Yagma dans l'arrondissement 9 à Wapassi dans l'arrondissement 7, les longues files d'attente autour des points d'eau sont souvent sources de bagarres entre les femmes qui souvent, y attendent depuis 48 heures au moins ! On est donc loin du slogan de campagne électorale du MPP « zéro corvée d'eau ».

Ainsi donc, pendant que les populations de la ville de Ouagadougou et ses environs font face à la dégradation sans cesse continue de leurs conditions de vie et de travail, les autorités n'ont autres choses à leur proposer que les illusions d'un PNDES, ce PAS mppiste, comme moyen de sortie de la misère. Mais comme tous les PAS, le PNDES n'apportera aucune solution aux problèmes majeurs des populations. Il est utile de rappeler que le phénomène de la vie chère que nous connaissons aujourd'hui s'est installé et s'est développé au fur et à mesure de l'application de cette politique économique de soumission aux ordres de la Banque Mondiale et du FMI. La vie chère a pris racine avec les différents PAS ; les délestages intempestifs d'électricité et autres coupures et pénurie d'eau ne sont que les conséquences d'une gestion imposée par les Programmes d'Ajustement Structurel dont le maître mot est le remboursement intégral et à temps de la dette. Peu importe si les populations meurent de soif, de faim ou de maladies ; qu'importe si nos enfants ne vont pas à l'école

; bref dans ce système, la vie de l'Homme ne signifie rien devant le remboursement de la dette contractée. La hausse du prix des produits de grande consommation ou de première nécessité (pain, riz, sucre, huile, sorgho, petit mil, lait, légumes, etc.), les coupures intempestives d'eau et d'électricité ne sont rien d'autres que la suite logique des choix politiques et économiques qui priorisent l'intérêt d'un petit groupe d'hommes d'affaires liés au système au détriment de l'intérêt du plus grand nombre.

C'est cela que certaines couches sociales ont compris et ne veulent pas accepter que l'on les sacrifie à l'autel des intérêts du libéralisme débridé et de l'impérialisme. Elles développent des luttes puissantes et multiformes pour faire face à la vie chère et préserver ce qu'on pourrait appeler le minimum vital. Rentrent dans ce cadre les luttes de nombreux travailleurs salariés dans divers secteurs (santé, éducation, impôts et domaines, magistrature, inspecteurs et contrôleurs de travail, boulangeries et pâtisseries, action sociale, péages, sécurité pénitentiaire, gestionnaire des ressources humaines, Industrie, Commerce et Artisanat, Economie et Finances, sécurité, etc.) La Coordination des CCVC de la ville de Ouagadougou, fidèle à son serment fondateur qui demeure la lutte contre les oppresseurs du peuple:

- Dénonce l'immobilisme du pouvoir MPP qui a reconduit et poursuit les politiques d'asservissement perpétuel appelées PAS ou PNDES, pour la conduite desquelles ce pouvoir est prêt à affamer, assoiffer et laisser mourir les populations ;
- L'interpelle sur la question

cruciale qu'est la flambée des prix des produits de grande consommation, la vie chère en général; car les populations attendent de vraies solutions à ces problèmes lesquelles solutions passent par l'application de politiques cohérentes privilégiant les intérêts du pays en lieu et place de celles de soumission aux intérêts étrangers qui étranglent et tuent notre économie ;

- Exige l'arrêt des coupures intempestives d'eau, d'électricité et la suppression pure et simple des pénalités de retard sur les factures d'eau et d'électricité ;
- Appelle les populations de la ville à renforcer les CCVC, les Comités de Défense et d'approfondissement des Acquis de l'Insurrection Populaire (CDAIP) et à exiger de nos autorités la prise en compte effective de leurs préoccupations pressantes dont la vie chère qui ne sauraient faire l'objet de simples slogans de campagne pour se faire élire président, député ou maire et après, abandonner les populations à leurs sorts ; Non à la hausse incessante des prix et à la paupérisation continue des populations de la ville de Ouagadougou !

PAINETLIBERTEPOURLEPEUPLE!
Ouagadougou, le 21 avril 2017
Ont signé pour :

CCVC/Baskuy CCVC/Bogodogo

C C V C / B o u l m i o u g o u
Jean De Dieu OUEDRAOGO
Frédéric D MANDI
Dominique YAMEOGO
C C V C / N o n g r e m a s s o m
C C V C / S i g n o g h i n
Gombila KABORE Alain. O KOALA

POLITIQUE

Meeting de l'opposition du 29 avril : l'ADF/RDA sonne la mobilisation de ses militants et sympathisants

Région du Centre

Meeting du CFOP-BF

Date: Samedi
29 avril 2017
à partir de **15h**

à la Maison du peuple
de Ouagadougou



L'Alliance pour la Démocratie et la Fédération – **R**assemblement Démocratique Africain (ADF-RDA) a le plaisir d'informer ses militants et sympathisants et l'ensemble du peuple burkinabè, de la tenue, ce Samedi 29 Avril 2017 à 15 heures à la Maison

du peuple de Ouagadougou, du meeting populaire organisé par le Chef de File de l'Opposition Politique (CFOP), institution à laquelle elle est affiliée.

Faisant suite aux interpellations du CFOP sur l'état de la nation à travers les conférences de presse et la publication d'un mémorandum sur

l'An I du nouveau ancien pouvoir, ce meeting, qui a lieu dans un contexte marqué par la dégradation de la situation sécuritaire et politique et l'effritement du niveau de vie des populations, s'inscrit dans le cadre des actions de sensibilisation, d'interpellation et de protestation conformément au rôle républicain du CFOP.

Ainsi, L'ADF-RDA appelle ses militants et sympathisants et tous les citoyens de notre pays, à se mobiliser dans la discipline et le respect, pour faire de cette première activité de mobilisation populaire de l'Opposition un succès éclatant, et à rester mobilisés et déterminés pour tous les autres mots d'ordre qu'elle viendrait à lancer.

ADF-RDA : Paix – Liberté – Justice .

Ouagadougou, le 25 avril 2017

Pour l'ADF-RDA,
Le Président

Me Gilbert Noël OUEDRAOGO

ACTU RÉGION

Semaine régionale du Centre-Nord

La présentation du Conseil régional pour clore la première édition

Région du Centre-Nord



L'événement a été immortalisé par une photo de famille.

Il s'est tenu ce samedi 15 avril 2017 à Kaya, Chef-Lieu de la région du Centre-Nord, la cérémonie de présentation officielle du conseil régional à la population. Cette cérémonie placée sous la présidence du ministre de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation et le coparrainage de SE le Médecin Comandant Jean Baptiste Ouédraogo, ancien Chef d'Etat, de l'Honorable Sayouba Ouédraogo, député à l'Assemblée Nationale et de El Hadj Karim Kormodo, élu de la Chambre consulaire du Commerce a

mobiliser massivement les populations des provinces du Bam, du Namentenga et du Sanmatenga ainsi que des ressortissants et amis de la région venus de tous horizons.

Au nombre de cinquante-six (56) dont 07 femmes à raison de deux conseillers régionaux pour chacune des 28 communes que compte la région, les conseillers régionaux ont été installés dans leur fonction en juillet 2015. Dirigé par Adama Sawadogo, président dudit conseil, le conseil régional est peu ou mal connu des populations d'où l'importance de

cette cérémonie. La région ayant pour vocation d'être un espace socio-économique, le conseil régional se place comme un moteur du développement. Il a la lourde mission de « promouvoir un développement économique et durable de la région. » pour les parrains à travers leur porte-parole, les populations attendent que ce développement économique et social s'exprime et produise des résultats notamment dans les domaines de la santé, de l'éducation et de l'eau potable. La mobilisation de toutes les composantes des populations, l'adhésion de tous aux projets de

La suite à la page 10

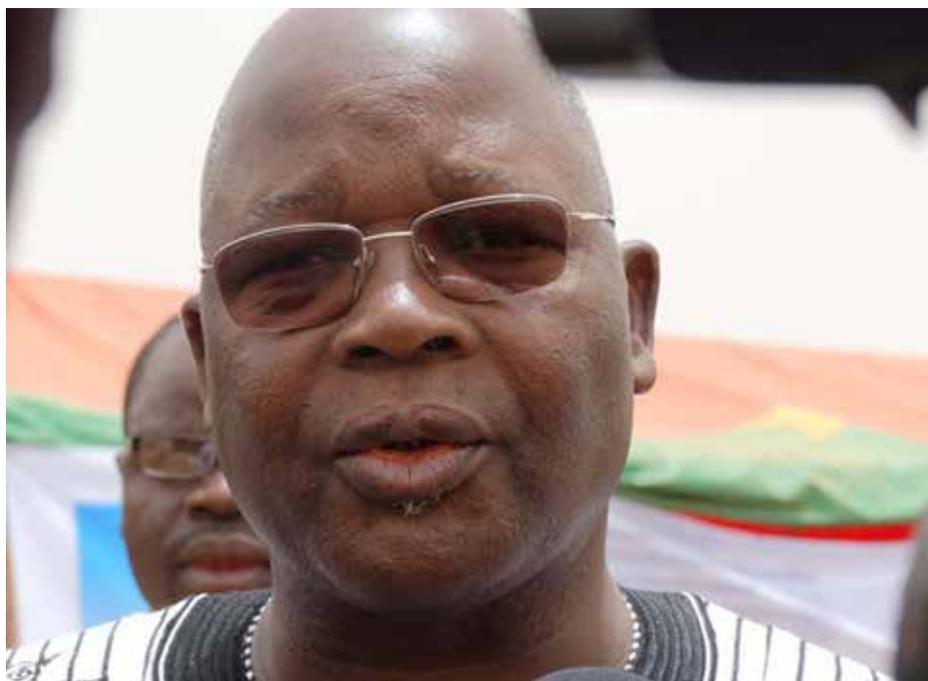
ACTU RÉGION

La suite de la page 6



Le ministre de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation a salué les initiatives du Conseil régional du Centre-Nord et s'est engagé à l'accompagner dans la réalisation de ses objectifs.

développement et la participation active au programme National de Développement Economique et Social constituent la condition sine qua none du succès du conseil régional dans sa mission. « La mise en œuvre de la machine du développement de la région dépendra de la paix et de la cohésion sociale qu'il faudra savoir cultiver et entretenir. » a averti SE Jean Baptiste Ouédraogo, ancien Chef d'Etat. C'est pourquoi, il a exhorté chacun et tous sans exception à enterrer les querelles politiques et à travailler à l'apaisement des cœurs et à la cohésion sociale en vue d'un développement intégrale du Centre-Nord. Le président de la cérémonie pour sa part a salué la fertilité d'initiatives du Conseil régional du centre-Nord. Le ministre Siméon Sawadogo a marqué sa disposition à accompagner cette collectivité dans la réalisation de ses objectifs.



« La mise en œuvre de la machine du développement de la région dépendra de la paix et de la cohésion sociale qu'il faudra savoir cultiver et entretenir. » SE Jean Baptiste Ouédraogo, parrain.

Appel à contribution pour booster les secteurs sociaux de base

Faisant du citoyen le premier acteur du développement, le conseil régional a saisi cette opportunité

La suite à la page 10

ACTU RÉGION

La suite de la page 6

pour lancer officiellement un appel à contribution en vue de booster les secteurs de l'éducation, de la santé et de l'eau potable dans la région. Un défi de « zéro école sous pailote, zéro corvée d'eau et la santé pour tous » lancé et qui semble trouver un écho favorable des populations. Sur place et en attendant la collecte des fonds dans les communes, la somme de plus d'un millions de nos francs a été collectée. Il est attendu à l'issue de cette collecte qui durera jusqu'en fin d'année, la somme de un milliard et demi. Ces fonds propres des populations de la région devraient permettre de faire disparaître sur le territoire régional, les classes sous pailote, de doter chaque village de la région d'un point d'eau potable et d'améliorer l'offre des services de santé.

La cérémonie de présentation officielle du Conseil Régional du Centre-Nord, ce samedi 15 avril 2017 marque le couronnement d'une semaine d'intenses activités entrant dans le cadre de la première édition de la semaine régionale du Centre-Nord. Débutée le 08 avril 2017 par une cérémonie de lancement officiel, la semaine régionale du centre-Nord a été marquée par des activités diverses. Courses cyclistes féminine et masculine, football, cross populaire, jeux de société, foire, don de sang, dépistage du VIH/Sida, concerts ont été entre autres activités réalisées avec succès au bonheur des populations. Le Président du Conseil Régional n'a pas manqué de témoigner sa gratitude aux généreuses personnes et à

l'ensemble de la population qui sont à la base de la réussite de cette première édition. Pour Adama Sawadogo, le Conseil régional s'engage à perpétuer cette activité qui est un cadre de concertation et de cohésion sociale des populations du Centre-Nord. Il a rassuré que toutes les populations seront plus impliquées dans les prochaines éditions à travers une délocalisation de certaines activités.

A.I. OUEDRAOGO pour SCI

ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT



L'ancien président burkinabé Michel Kafando vient d'être nommé nouveau représentant spécial des Nations Unies, en remplacement du Britannique Jamal Benomar. Jamal avait été récusé par Bujumbura, d'où la décision du Secrétaire général de l'ONU Antonio Guterres de porter son choix sur l'ancien Président burkinabé de la Transition 2014-2015 au Burkina Faso.

Michel Kafando, diplomate de carrière, revient dans une institution qu'il connaît bien. Il fut le représentant de la Haute-Volta (l'ancien nom du Burkina Faso) auprès de l'Organisation des Nations unies de 1981 à 1982 et du Burkina Faso de 1998 à 2011.

Né le 8 août 1942, il a occupé le poste de ministre des Affaires étrangères de 1982 à 1983, sous la présidence de Jean-Baptiste Ouédraogo.

Kafando est titulaire d'une licence en droit public de l'université de Bordeaux en 1969, puis d'un diplôme en sciences politiques en 1972 à Paris. Bien plus tard, en 1990, il obtient cette fois-ci un doctorat de la Sorbonne. Il est marié et père de deux enfants.

André J Burlo.

ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

Cour des Comptes : Le Rapport public 2015 remis au Président du Faso

Région du Centre



Le président de la Cour des Comptes, Monsieur Train Raimond PODA, a remis le Rapport public 2015 de l'institution au Président du Faso, Son Excellence Monsieur Roch Marc Christian KABORE.

Le président de la Cour des Comptes, Monsieur Train Raimond PODA, a officiellement remis le lundi 24 avril 2017, le Rapport public 2015 de l'institution au Président du Faso, Son Excellence Monsieur Roch Marc Christian KABORE. Monsieur PODA a expliqué que cette remise annuelle du rapport est une « obligation légale, conformément aux textes qui

régissent le fonctionnement de la Cour des Comptes ».

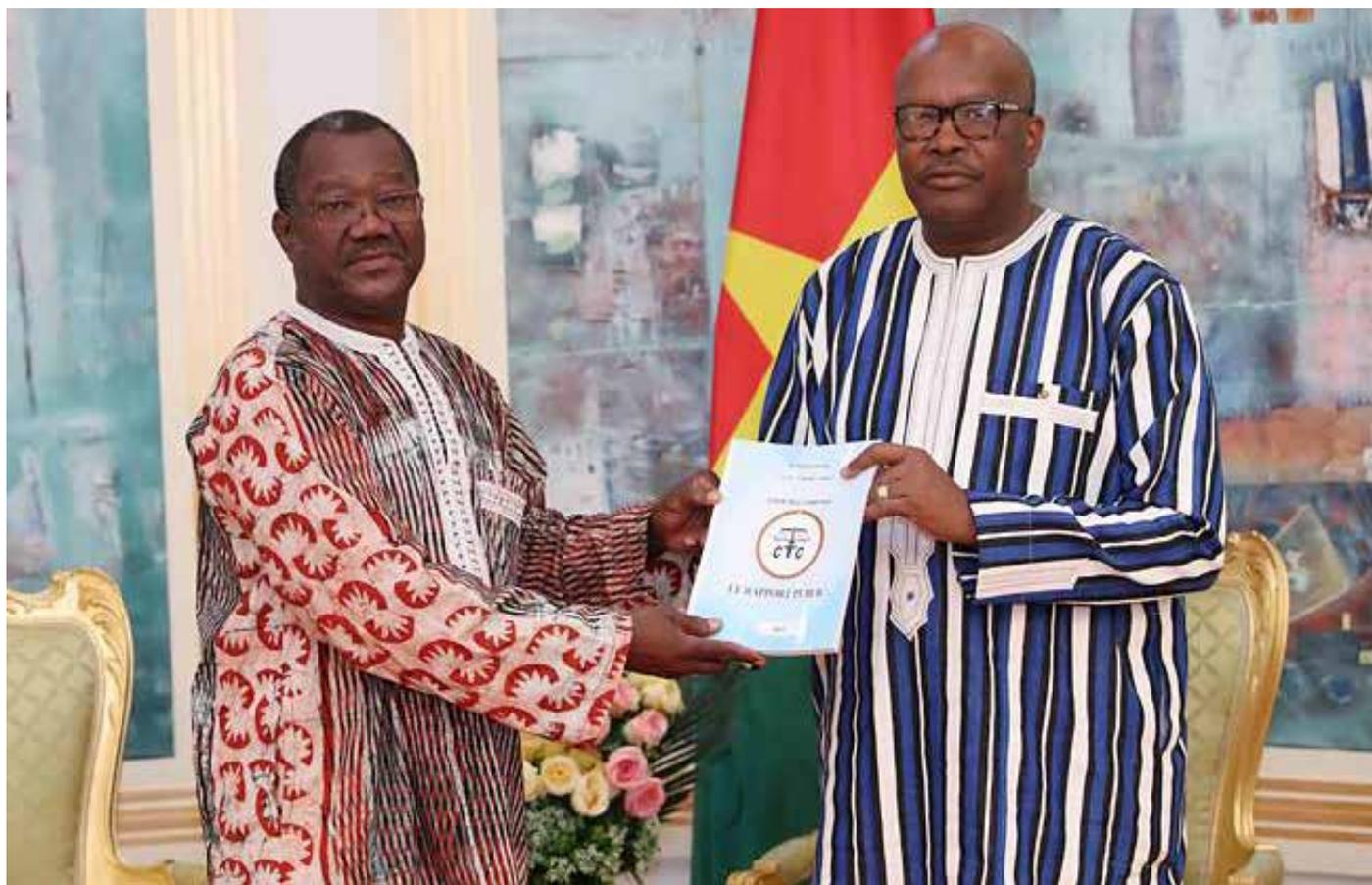
Ce rapport fait, selon lui, le point des actions menées au niveau des trois chambres, à savoir « la Chambre chargée des opérations de l'Etat, la Chambre des opérations des collectivités territoriales et celle des entreprises publiques ». Comportant au total 316 pages, le Rapport public 2015 de la Cour des

Comptes porte essentiellement sur le contrôle de gestion au niveau des trois Chambres. Concernant la Chambre des opérations de l'Etat, le président de l'institution a confié avoir constaté « des retards dans la transmission des documents administratifs, la non production du compte général de l'Administration des finances et la mauvaise gestion des véhicules de l'Etat ». Pour la Chambre des opérations

La suite à la page 11

ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

La suite de la page 10



Ce rapport public 2015 de la Cour des Comptes porte essentiellement sur le contrôle de gestion au niveau des trois Chambres.

des collectivités territoriales, l'institution a relevé le mauvais suivi des ressources transférées de l'Etat aux collectivités et le non-respect des règles des marchés publics. Pour ce qui est de la Chambre chargée des entreprises publiques, « on peut noter la faible performance des programmes et des projets et la méconnaissance des textes régissant ces structures », a confié Monsieur PODA. Du reste, le point commun entre toutes les Chambres,

a ajouté le président de la Cour des Comptes, c'est « l'insuffisance des justifications de déblocage des fonds ». Répondant à une question sur les actions de la Cour des Comptes relatives aux manquements, Monsieur Train Raymond PODA a dit avoir fait « les constats et les recommandations pour que la situation s'améliore ». Par ailleurs, il a expliqué que la Cour peut avoir recours aux référés pour interpellier les premiers

responsables des structures sur les recommandations faites. Aussi, un deuxième type de contrôle dit juridictionnel, permet, à l'en croire, « d'engager des sanctions contre les personnes responsables des fautes de gestion ».

La Direction de la Communication de la Présidence du Faso

Appellez-le + 226 76 60 97 21/ 72 08 05 05
Contactez nous par redaction@sc-mail.info

Faites vos annonces ici
Impactez comme jamais avant...
Espace spécialement réservé pour vous.

ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

Déclaration liminaire de Madame le procureur du Faso près du tribunal de grande instance de ouagadougou

Région du Centre



Il s'agit de KABORE Inoussa, TAPSOBA Poko, KABORE Seydou, KABORE T. Hermann et ILBOUDO Vincent.

Nous vous souhaitons la bienvenue au sein du Tribunal de Grande Instance de Ouagadougou. Nous avons tenu à faire ce point de presse pour vous donner l'information juste sur l'évolution du dossier Ministère public contre KANAZOE Inoussa et plusieurs autres. Suite aux révélations faites par le journal « Courrier Confidentiel » dans sa parution n°124 du 25 janvier 2017 sur un scandale à CIMFASO, concernant des surfacturations

de plusieurs milliards de francs CFA, sur instruction du Parquet Général près la Cour d'Appel de Ouagadougou, nous avons saisi la Présidente du Tribunal de Commerce de Ouagadougou à l'effet d'obtenir copie, du rapport d'expertise de gestion de la société Cimenterie du Faso (CIMFASO) contenant des informations sur des faits infractionnels. Après exploitation de ce rapport, nous avons saisi par soit-transmis en date du 07 mars 2017 le Commandant de la Compagnie

de Gendarmerie du Kadiogo, aux fins de procéder à une enquête sur la base des infractions de faux et usage de faux, d'abus de confiance aggravé, de tromperie du consommateur, de fraude fiscale et toutes autres infractions que l'enquête viendrait à révéler, et de nous dresser le procès-verbal en arrestation si les faits étaient avérés. L'enquête préliminaire vise à donner une suite à ces révélations, de vérifier la réalité des faits et de rassembler des éléments de preuve à charge

ANNONCE

ou à décharge concernant toute personne pouvant être concernée par cette affaire.

C'est ainsi qu'au vue d'un certain nombre d'éléments à charge, Monsieur Inoussa KANAZOE et certains de ses collaborateurs ont été mis aux arrêts et gardés à vue le mercredi 19 avril 2017. Il s'agit de KABORE Inoussa, TAPSOBA Poko, KABORE Seydou, KABORE T. Hermann et ILBOUDO Vincent. Suite à des malaises ressentis par le sieur KANAZOE Inoussa, nous avons autorisé son admission en clinique. L'enquête ayant suivi son cours, les susnommés excepté le sieur KANAZOE Inoussa qui s'est opposé pour l'instant à son déferrement, nous ont été déférés ce jour 24 avril 2017 et un Juge d'instruction a été saisi par réquisitoire introductif, des faits :

- de faux en écriture de commerce : Faits prévus et punis par les articles 276, 280 du Code Pénal d'une peine d'emprisonnement de un (01) an à cinq(05) ans ; Ladite infraction a consisté dans le cas d'espèce en des écritures inexactes portant sur des actes de commerce aboutissant à une surfacturation ; le faux porte entre autres sur des factures, des Déclarations Préalables d'Importation (DPI), des numéros IFU, etc.
- d'usage de faux en écriture de commerce : Faits prévus et punis d'une peine de prison de un (01) à cinq (05) ans et d'une amende de 300 000 f à 1 500 000 f ou de l'une de ces deux peines seulement selon les articles 285 et 286 du Code Pénal

L'usage est le fait pour une personne de faire sciemment usage d'un document qu'elle savait faux ; dans le cas d'espèce, des faux en écriture de commerce ont été utilisés dans les activités de la société ;

- de tromperie du consommateur : Ladite infraction punie d'une peine d'emprisonnement de un(01) mois à six(06) mois de prison et pouvant aller jusqu'au double de la même peine selon les articles 61 et 62 de la loi relative à la concurrence au Burkina Faso. Dans le cas d'espèce, l'enquête a établi que du ciment avarié a été mis sur le marché, ou que du ciment n'ayant pas été produit par CIMFASO, a été vendu sur le marché, dans des sacs conditionnés CIMFASO ;
- de la fraude fiscale : Faits prévus et punis d'une peine de prison de six (06) mois à deux (02) ans et d'une amende de 500 000 FCFA à 5 000 000fcfa selon l'article 106 n°004-2010 AN du 28 janvier 2010 portant institution d'un livre de procédures fiscales. Ainsi, une comptabilité et un bilan financier inexacts ont été produits, toute chose qui permet aux auteurs des faits de minorer considérablement l'assiette imposable ; cette pratique permet d'échapper en tout ou en partie aux impôts et taxes ;
- de l'abus de confiance aggravée : Faits prévus et punis par l'article 487 alinéa 2 du Code Pénal, puni d'une peine d'emprisonnement de cinq (05) à dix(10) ans. Il s'est agi pour les auteurs de détourner ou dissiper des sommes d'argent dont ils avaient la possession de par leur fonction ; l'abus de confiance est

aggravé au regard de la qualité de mandataire, de directeur, d'administrateur ou de gérant d'une société, de l'auteur des faits ;

- de l'usage frauduleux de numéro IFU : Faits prévus et punis d'une amende de 1 500 000fcfa à 5 000 000fcfa et d'un emprisonnement de un (01) à six (06) mois ou de l'une de ces deux peines seulement, selon les articles 108 et 113 de la loi n°004-2010 AN du 28 janvier 2010 portant institution d'un livre de procédures fiscales. Il s'agit de faire des opérations commerciales avec un numéro IFU qui n'est pas celui de la personne morale qui exécute lesdites opérations ;
- du blanchiment des capitaux : il s'agit d'une opération où l'origine des fonds, provenant d'activités illégales comme la fraude, le faux, la tromperie au consommateur, l'abus de confiance, est cachée afin de les réinvestir dans des activités légales ; ces faits sont prévus et punis aux articles 07, 113 et suivants de la loi 016/2016-AN du 03 mai 2016 relative à la lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme au Burkina Faso qui prévoient une peine de trois (03) à sept (07) ans et d'une amende égale au triple de la valeur des biens ou des fonds sur lesquels ont porté les opérations de blanchiment.
- des actes de complicité : c'est l'appui ou l'aide intentionnelle apportée par des personnes aux auteurs principaux dans la commission des infractions susvisées.

Nous voulons rassurer la population, que les dossiers de crimes économique et de sang ne dorment pas dans nos tiroirs.

ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

Nous avons reçu de différentes institutions ou de structures de la place, des rapports sur certains faits infractionnels et nous avons saisi les unités de police judiciaire de la Gendarmerie et de la Police Nationale, afin que des enquêtes soient diligentées. Il s'agit notamment :

- des rapports transmis par l'ASCE-LC courant année 2016 (on dénombre une vingtaine de dossiers) ;
- des rapports des commissions d'enquêtes parlementaires sur le foncier urbain, sur la gestion des titres miniers et sur la responsabilité sociale des entreprises minières.

Par ailleurs les juges d'instruction ont été saisis de dossiers dont la dernière en date est le rapport de la CENTIF portant sur une

déclaration d'opérations suspectes concernant la société anonyme dénommée Office National des Télécommunications (ONATEL). Certains dossiers de corruption ont déjà été jugés et d'autres sont en cours d'instruction. Le dossier CBAO où treize personnes ont été placées sous mandat de dépôt, sera jugé dans les jours à venir.

En outre, l'instruction des dossiers de crimes de sang connaît des évolutions dans les différents cabinets d'instruction ; nous reviendrons plus en détails sur ces dossiers lors d'une autre rencontre avec la presse. Nous tenons à remercier la presse pour sa participation à

l'œuvre de justice, car ce n'est pas la première fois que nous faisons diligenter des enquêtes, suite à des dénonciations de faits infractionnels par des organes de presse. Nous voulons tous d'une justice indépendante, impartiale et équitable au service du peuple et nous devons tous y contribuer. Nous tenons à encourager et à féliciter la police judiciaire pour le travail abattu et particulièrement en ce qui concerne ce dossier, le Capitaine LOMPO et son équipe.

Energie et infrastructures : Des investisseurs chinois prospectent le marché burkinabè

Région du Centre



Le Directeur de cabinet du Premier ministre, Mamadou SEREME, a eu une séance de travail avec des investisseurs chinois, le vendredi 21 avril 2017. Ceux-ci sont intéressés par les opportunités qu'offre le Burkina Faso dans les secteurs de l'énergie et des infrastructures.

Les secteurs de l'énergie et des infrastructures intéressent des investisseurs chinois. Ceux-ci l'ont fait savoir à l'occasion d'une séance de travail qu'ils ont eu avec le Directeur de cabinet du Premier ministre, Mamadou

ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

La suite de la page 16



Il a dit espéré que dans le futur des entreprises chinoises vont s'installer au « Pays des Hommes intègres » et que les deux pays vont développer des relations de coopération.

SEREME, le vendredi 21 avril 2017.

Selon le porte-parole de la délégation, Li WEI, par ailleurs vice-président chargé du département marketing de China Energy Engineering, les échanges ont porté sur les projets prioritaires de développement devant aboutir au bien-être du peuple burkinabè. « Les secteurs de l'énergie et des infrastructures sont deux domaines vitaux pour le développement

économique et social d'un pays. Ce sont des secteurs qui nous intéressent », a-t-il expliqué.

Il a dit espéré que dans le futur des entreprises chinoises vont s'installer au « Pays des Hommes intègres » et que les deux pays vont développer des relations de coopération.

DCI/PM

ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

Technique de prise de notes à l'audience et la gestion du plumitif : Des greffiers audienciers renforcent leurs connaissances

Région du Centre



La cérémonie d'ouverture a été présidée par Adama MARE, Directeur des Greffes, représentant le Secrétaire général du ministère.

Le ministère de la Justice, des Droits humains et de la Promotion civique organise du 24 au 26 avril 2017, à Ziniaré, une session de formation sur la technique de prise de notes à l'audience et la gestion du plumitif, au profit des greffiers audienciers.

La cérémonie d'ouverture a été présidée par Adama MARE, Directeur des Greffes, représentant le Secrétaire général du ministère.

Dans son mot d'ouverture il a signifié qu'une des missions principales du

greffier est l'assistance du juge. A ce titre, il est amené à consigner fidèlement dans le plumitif les débats lors des audiences.

Il a ensuite rappelé que le plumitif est la mémoire du tribunal et constitue un gage de sécurité judiciaire, et pour le tribunal et pour les parties. Cependant, il peut arriver que cette mission du greffier ne soit pas exécutée de façon orthodoxe induisant ainsi une difficile exploitation dudit plumitif.

Cette situation pose avec acuité la question de la « technique de prise de notes à l'audience et la gestion

du plumitif » d'où l'organisation de la présente session.

Le ministère vise dans cette session qui est la première, à améliorer les compétences des greffiers audienciers et travailler à une harmonisation des techniques de prise de notes. Ce qui permettra de minimiser les risques d'altération de la compréhension, de transcription et d'utilisation de l'information juridictionnelle.

ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

Appui aux universités : l'Université Ouaga1 Pr JKZ bénéficie plus de 3000 livres de la présidence du Faso

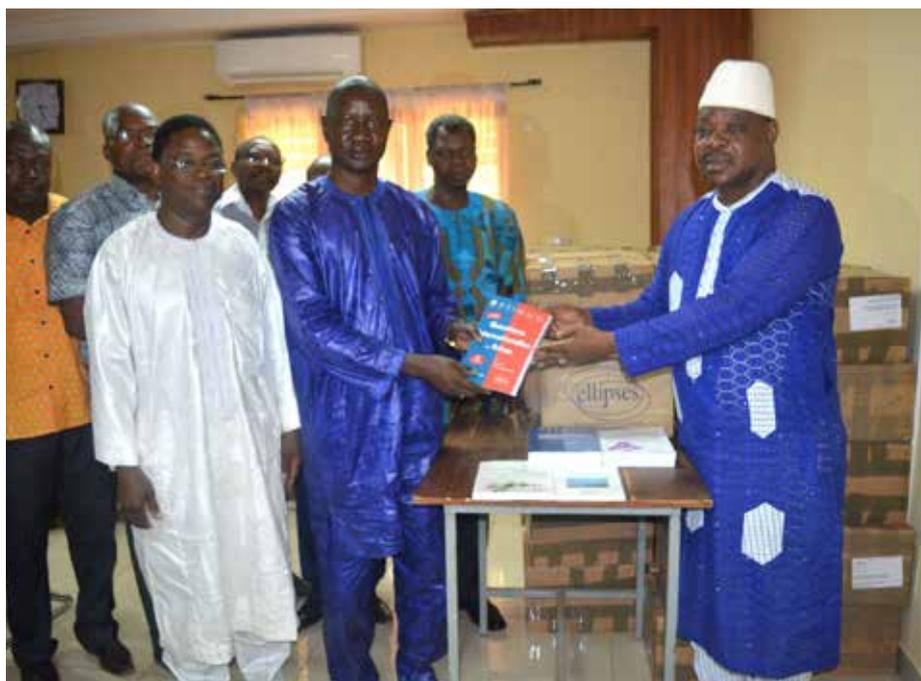
Région du Centre

Le directeur de cabinet de la présidence du Faso a procédé ce lundi 24 avril 2017 dans les locaux de l'université Ouaga1 Pr JKZ à une remise d'ouvrages au Ministre de l'Enseignement Supérieur de la Recherche Scientifique de l'Innovation en faveur des universités publiques

Ce don d'une valeur de 56 millions environ est constitué de 3025 livres englobant la quasi-totalité des matières enseignées dans les universités. Ces ouvrages viennent actualiser et renforcer le fond documentaire des bibliothèques des universités publiques.

Pour le directeur de cabinet de la présidence du Faso, cet important geste vient confirmer la volonté du Président du Faso d'accompagner la qualité de la formation au sein des universités. « Ce don vient rassurer la communauté universitaire de tout l'intérêt particulier que le Président accorde aux institutions d'enseignement supérieur » a-t-il souligné.

Le ministre de l'Enseignement Supérieur de la Recherche Scientifique et de l'Innovation le Pr Alkassoum MAÏGA a établi le lien entre le manque de ressources documentaires et le caractère contraignant du système Licence Masters Doctorat (LMD) dans lequel se sont engagées les



Ce don d'une valeur de 56 millions environ est constitué de 3025 livres englobant la quasi-totalité des matières enseignées dans les universités.

universités. Pour le Pr Alkassoum MAÏGA l'accès à la documentation et à la connectivité restent primordiales dans ce système ou la majorité des travaux de recherches revient aux étudiants. Le Ministre a traduit toute sa satisfaction et sa considération pour cet effort consenti de la part du Président du Faso et a souhaité que d'autres gestes aussi importants surviennent dans les jours à venir. « Ce geste vient comme une bouffée d'oxygène pour témoigner de la volonté des premières autorités du pays à trouver des solutions aux difficultés rencontrées par les universités

publiques notamment la question de normalisation » a-t-il déclaré.

Pour sa part le président de l'université Ouaga1 Pr JKZ, le Pr Rabiou CISSE a rendu hommage au président du Faso, Son Excellence Roch Marc Christian KABORE pour son engagement à appuyer les institutions d'enseignement supérieur public.

D C P M / M E S R S I

INTERNATIONNAL

Brèves**MALI- La Croix-Rouge suspend ses activités**

Le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) a suspendu temporairement ses activités dans la région de Kidal, dans le nord du Mali, en raison de l'insécurité. C'est ce qui ressort du communiqué de l'organisation reçu ce mardi par l'AFP. Selon les termes du communiqué, les locaux de la sous-délégation du CICR à Kidal ont été cambriolés par des inconnus vers 4h du matin. « Face à cette situation d'insécurité, nous avons décidé de suspendre temporairement nos activités dans la région de Kidal jusqu'à nouvel ordre », a indiqué le communiqué. Il s'agit du deuxième cambriolage en l'espace de 3 mois et la Croix-Rouge estime qu'il s'agit d'un problème général de sécurité dans l'environnement de Kidal. Elle précise cependant que cet arrêt provisoire « ne touche pas les activités urgentes, notamment à l'hôpital, car une suspension à ce niveau aurait de graves conséquences humanitaires ».

Soudan du Sud- Le Conseil de l'ONU menace le Soudan du Sud de mesures coercitives

Le Conseil de sécurité des Nations unies a menacé le Soudan du Sud de nouvelles mesures coercitives si le cessez-le-feu n'était pas respecté rapidement. Le nouveau représentant du secrétaire général a alerté les diplomates de l'aggravation de la situation sécuritaire ces dernières semaines. Selon David Shearer, les violences redoublent à l'approche de la saison des pluies. Selon lui, le conflit s'est aggravé ces dernières semaines. « C'est pour une part le résultat de gains par les groupes de l'opposition et pour l'autre part le résultat des opérations militaires du gouvernement qui semblent vouloir reprendre du terrain », a-t-il indiqué. Les premières victimes de ce conflit sont les civils qui sont plus de 5 millions à avoir besoin d'une aide humanitaire d'urgence dans un contexte de famine. Une situation intolérable pour la représentante américaine de l'ONU Nikki Haley qui indique que Washington garde un œil inquiet. Elle appelle l'ONU à aller de l'avant à savoir des nouvelles sanctions et un embargo sur les armes à l'encontre du jeune Etat.

Centrafrique- Les USA retirent leurs forces spéciales du pays

Les Etats-Unis commencent ce mercredi 26 avril à retirer leurs forces spéciales déployées contre la LRA de la Centrafrique. Ces forces spéciales et la force régionale d'intervention n'ont jamais réussi à mettre la main sur Joseph Kony chef de la rébellion LRA. La traque de Joseph Kony avait commencé après l'incroyable succès d'un documentaire américain sur les enlèvements d'enfants en Ouganda. Ce film avait suscité de vives émotions qui a amené l'administration Obama à lancé une opération militaire en Centrafrique pour capturer le chef de la LRA. Depuis 2011, le coût de cette opération « Observant Compass » a coûté, selon le patron de l'Africom Thomas Waldhauser, entre 600 et 800 millions. Pour le commandement américain pour l'Afrique, il est temps « de passer à autre chose ».

Rédaction SCi

JOBS CAMPUS



Avis de recrutement

Poste: **Intervenant juridique en centres de rétention administrative**

Description

Depuis 1951, l'ASSFAM œuvre au service de l'accueil et de l'intégration des migrants.

Depuis 2010, l'ASSFAM s'est vu confier, dans le cadre d'un marché public, la mission d'information et d'aide à l'exercice effectif des droits des étrangers maintenus dans les centres de rétention administrative de Vincennes et du Palais de Justice de Paris.

L'ASSFAM recherche un juriste pour participer à la mission d'information et de soutien aux étrangers retenus dans les centres de rétention administrative. Dans le cadre de cette mission, le salarié aura les missions suivantes :

Accueil et information des étrangers retenus

Rédaction de recours (juridictions administrative, judiciaire, et CEDH)

Rédaction de notes juridiques

Présence aux audiences et rédaction des comptes – rendus

Contacts fréquents avec les partenaires (avocats, associations, service de gestion du CRA...).

Ville P a r i s

Expériences /

Formation du candidat

Qualités requises :

Maîtrise du droit des étrangers

Capacité de travail en milieu fermé et dans un contexte d'urgence

Rigueur et autonomie

Aisance relationnelle

Fonctions A u t r e

Activités D r o i t

Pays Europe, France

Contrat C D I

Durée du contrat

Contrat à durée indéterminée à compter du 1er juin 2017

Documents à envoyer

Envoyer cv + lettre de motivation

Nom de la personne contact

Marie Lindemann, coordinatrice juridique du pôle rétention

Email de la personne contact a s s f a m . coordination@gmail.com

Date de fin de validité 31/05/2017

JOBS CAMPUS



Avis de recrutement

Poste: Coordonnateur des services de soutien (Finance / RH / Log) - Soudan, Khartoum

Description

Lieu : Soudan, à Khartoum emploi, avec des déplacements réguliers sur le terrain au Darfour

Durée: 1 an, renouvelable, à partir le plus tôt possible (au moins un mois est nécessaire pour compléter la procédure de visa)

Conditions : contrat Salarié, le salaire mensuel brut de 2300 € à 2500 € selon l'expérience, mensuelle par jour 480 €, la couverture médicale de 100% + assurance rapatriement + fonds de prévoyance, l'hébergement, le transport international et local dans le cadre de la mission, briser tous les 3 mois. Plus d'informations sur www.trianglegh.org, sous la rubrique «Participez».

Présentation de TGH

«Acteur dans une solidarité durable et partagée»

Fondée en 1994, TGH est une organisation de solidarité internationale française basée à Lyon. L'association conçoit et met en œuvre urgence, les programmes de réhabilitation et de développement dans les secteurs suivants: l'eau, l'hygiène et l'assainissement, génie civil, la sécurité alimentaire et le

développement rural, socio-éducatif et psychosocial. TGH fonctionne actuellement dans 10 pays en Afrique, en Asie, en Europe et au Moyen-Orient.

Présentation de la mission

TGH est présent au Soudan depuis Septembre 2003 et a ouvert son premier projet pour les victimes de la crise du Darfour dans l'un des camps des personnes déplacées au Darfour-Ouest (camp de Riyad de Geneina) en Juin 2004. TGH a depuis étendu ses activités au Darfour-Ouest et le centre du Darfour, la mise en œuvre de ses projets à travers 4 bases opérationnelles (Geneina au Darfour Ouest, Bindizi, Um Dukhun et Zalingei dans le centre du Darfour). Tous les projets sont coordonnés par Khartoum bureau principal. TGH travaille actuellement dans les domaines de l'eau et de l'assainissement, la promotion de l'hygiène, NFI, la sécurité alimentaire et des moyens de subsistance et l'éducation.

La stratégie de TGH au Darfour consiste à déplacer progressivement et où la programmation appropriée à plus orientée vers le développement, tout en maintenant la capacité à fournir une aide humanitaire en cas de besoin.

Les opérations en cours comprennent:

- Le renforcement de la sécurité alimentaire et des moyens de subsistance, grâce à la distribution des intrants agricoles, la promotion de l'agriculture, les meilleures pratiques de gestion durable des ressources naturelles, le développement des activités génératrices de revenus et la distribution des aliments et des semences ciblées.

- Construction et réhabilitation des systèmes d'approvisionnement en eau et des services d'assainissement, promotion de l'hygiène et le renforcement des capacités des comités communautaires et les autorités locales dans les services WASH gestion durable.

aide -Urgence aux personnes touchées par les déplacements de population et les catastrophes naturelles (fourniture de non alimentaire Items- NFI, des installations d'eau potable, d'assainissement d'urgence et de promotion de l'hygiène pour le contrôle des maladies).

- l'éducation en situation d'urgence, la formation des enseignants et la distribution de stationnaires. Laver à l'école en construisant ou la remise en état des latrines et des installations d'eau, promotion de l'hygiène à l'école.

TGH est actuellement financé au Soudan par un ensemble de différents bailleurs de fonds: l'OIM (OFDA), l'UNICEF, le PNUD, ECHO, EUROPEAID, SHF

La suite à la page 23

JOBS CAMPUS

La suite de la page 22

et de la CIAA, pour un total de 2,8 millions de dollars en 2016.

Environ 90 employés nationaux et 3 expatriés travaillent au Soudan, à Khartoum et dans des bases du Darfour.

Description de l'emploi

Sous la supervision directe du directeur de pays, et en collaboration avec le département des finances de l'AC, les services de soutien coordonnateur gère directement les finances, les services de ressources humaines et de la logistique et supervise les travaux connexes des gestionnaires adjoints des bases du Darfour. Il / elle travaille également en étroite collaboration avec le directeur du programme.

Parmi les différents domaines couverts par cette position, la partie consacrée aux finances est dominant.

Ses principales responsabilités / ses suivantes:

F I N A N C E

Veiller à ce que les fonds sont utilisés correctement, conformément aux procédures internes

Gérer et assurer le suivi des budgets

Coordonner et finaliser la formulation

de nouveaux budgets

Mettre à jour la carte d'allocation

Préparer tous les rapports financiers

Assurer le suivi des contrats de financement et le calendrier des paiements

Superviser la gestion de la trésorerie

Centraliser et vérifier la comptabilité

Vérifier les demandes d'approvisionnement en espèces à l'AC

Gérer les flux de trésorerie entre les bases au Darfour et Khartoum

Fournir au directeur de pays, les équipes opérationnelles et le siège avec des outils financiers

Préparer et gérer les audits potentiels sur le terrain

A D M I N I S T R A T I O N

Assurez-vous que TGH est conforme à la législation applicable

Maintenir de bonnes relations avec les autorités locales

Assurer un archivage efficace de tous les documents administratifs et financiers

Élaborer ou valider des contrats d'approvisionnement et suit la bonne exécution des contrats

Participer à la

préparation des offres

Briefer chaque nouveau personnel expatrié et national à l'arrivée et de former les employés sur les procédures internes

RESSOURCES HUMAINES

Le coordonnateur des services de soutien supervise le coordonnateur des ressources humaines dans ses responsabilités:

Assurez-vous que les politiques RH et les procédures sont comprises et mises en œuvre

Dresser les descriptions de poste en collaboration avec l'équipe opérationnelle

Administrez les données mensuelles des ressources humaines, superviser le paiement des salaires et le suivi de tous les contrats de travail

Mettre en œuvre une formation pour renforcer les capacités du personnel

Soutenir les chefs d'équipe dans la gestion de leur personnel

Coordonner le processus de recrutement (liste courte, entrevue etc ...)

L O G I S T I Q U E

Le coordonnateur des services de soutien supervise le coordinateur logistique

La suite à la page 24

JOBS CAMPUS

La suite de la page 23

dans ses responsabilités:

□ Assurez-vous que les procédures d'achat sont comprises et mises en œuvre

□ Anticiper, valider et surveiller le processus d'approvisionnement

□ Soutenir l'équipe nationale dans le contrôle de la gestion des stocks et d'assurer le suivi de tous les équipements et locaux

□ Veiller à ce plan d'achat, d'un suivi et des outils logistiques sont correctement remplis et utilisés

□ Vérification croisée information logistique avec la comptabilité

□ Passez en revue la logistique rapport mensuel des bases

□ Participer à la rédaction et le suivi des budgets

□ Assurer que les règles de sécurité intérieure mise en œuvre, en collaboration avec le directeur de pays

C O O R D I N A T I O N

□ Remplacer le Directeur Pays dans son / son absence quand et si nécessaire

□ Contribuer à représenter TGH aux autorités locales, les donateurs et les partenaires

Cette liste des responsabilités pourrait être modifiée en fonction des besoins.

Sécurité, conditions de travail et de vie

Basé à Khartoum, le coordonnateur des services de soutien effectuera régulièrement des missions à court terme aux bases du Darfour. La situation sécuritaire au Darfour est variable d'un endroit à l'époque. Field-visites sont autorisées lorsque les conditions de sécurité le permettent. Les mouvements sur le terrain des bases sont assurés par UNHAS.

Les conditions de sécurité à Khartoum sont globalement bonnes avec aucune restriction de mouvement particulier.

Les risques sanitaires sont limités et il y a peu de prévalence du paludisme ou d'autres maladies à Khartoum. services médicaux de qualité sont entièrement disponibles à Khartoum.

La mission à Khartoum a un bureau / maison d'hôtes d'une taille significative (4 étages) assurant une séparation adéquate du travail et de l'espace de vie. des moyens de communication sont bons (Internet, téléphones efficaces internationaux).

Khartoum bénéficie d'un grand nombre de différents endroits pour les activités extra-professionnelles: les marchés (), Souks piscines, des jardins,

l'accès aux sites culturels hors de Khartoum. La vie sociale est assez riche. Les écoles internationales sont disponibles.

Il y a des vols quotidiens vers des destinations régionales et l'Europe et les expatriés sortent du pays tous les 3 mois pour les pauses.

Ville K h a r t o u m

Expériences / Formation du candidat

P r o f i l

Au moins 1 an d'expérience en tant qu'administrateur en ONG

expérience en matière de comptabilité et de gestion financière

Expérience en gestion logistique un avantage

Bonne connaissance de l'environnement humanitaire (ONG, Nations Unies, les conduites principales donateurs)

Excellente connaissance du Pack MS Office, la connaissance de SAGA un plus

Bonnes aptitudes de communication et de rédaction en français et en anglais

Excellentes aptitudes interpersonnelles et diplomatiques

Autonomie, rigueur et compétences pour la synthèse

De bonnes compétences

La suite à la page 25

JOBS CAMPUS

La suite de la page 24

organisationnelles

L'expérience des pays arabes ou musulmans et les connaissances ou la langue arabe un avantage

Fonctions Encadrement, Organisation, Ressources
A u t r e , Direction, Administration, Humaines

Activités Droit, Administration, H u m a i n e s
A u t r e , Economie, Finance, Ressources

Pays Afrique, Soudan

Contrat C D D

Durée du contrat

Durée: 1an, renouvelable, à partir

le plus tôt possible (au moins un mois est nécessaire pour compléter la procédure de visa)

Salaire / Indemnité

Conditions : contrat Salarié, le salaire mensuel brut de 2300 € à 2500 € selon l'expérience, mensuelle par jour 480 €, la couverture médicale de 100% + assurance rapatriement + fonds de prévoyance, l'hébergement, le transport international et local dans le cadre de la mission, briser tous les 3 mois. Plus d'informations sur www.trianglegh.org, sous la rubrique «Participez».

Documents à envoyer

S'il vous plaît envoyer votre CV et lettre de motivation à l'adresse suivante: recrutement@trianglegh.org

Nom de la personne contact

Alexandra Bourdekas, Ressources Humaines

Email de la personne contact
recrutement@trianglegh.org

Date de fin de validité
15/05/2017



Avis de recrutement

Poste: Nigeria - Directeur adjoint Pays en charge des programmes - Abuja / Maiduguri

Description

Date de début souhaitée: 22/06/2017

Durée de la mission: 6 à 9 mois

Lieu: Abuja / Maiduguri

A propos de la mission et le contexte opérationnel:

SI a lancé un programme dans l'Etat de Borno (LGA ou Jere et Monguno) avec le financement de la DG ECHO et OFDA. L'objectif du programme est de répondre aux besoins immédiats des populations touchées par la crise politique et militaire actuelle.

Une réponse WASH est fournie aux communautés déplacées et d'accueil dans les banlieues

de Maiduguri et des camps de personnes déplacées de la ville Monguno. Accès à l'eau est améliorée par le forage et la réhabilitation du forage. L'assainissement et l'environnement de la santé est abordée par la construction de latrines et la promotion de l'hygiène.

Environ 1 million de personnes déplacées ont besoin d'aide d'aide à Borno. L'accès est un défi important et certains programmes sont surveillés à distance. En outre, un grand nombre d'acteurs

La suite à la page 26

JOBS CAMPUS

La suite de la page 25

humanitaires opèrent maintenant dans la région et la coordination est faible.

L'état de Borno rassemble seul la plus grande partie des personnes déplacées (1,7 millions).

Les personnes déplacées dans les communautés d'accueil représentent la grande majorité des personnes déplacées vivant dans Maiduguri (92%). Situation dans les communautés d'accueil ne sont pas homogènes et malgré les efforts de la communauté humanitaire, il n'y a pas d'évaluation globale qui pourrait prendre la photo dans toute la ville. De nombreuses régions ne sont pas couverts par l'aide humanitaire et certains ne sont pas encore évalués.

Dans les zones en dehors de Maiduguri, les gens vivent dans des camps comme, protégés par l'armée et la restriction des mouvements, même si certains mouvements en dehors du règlement sont autorisés dans la plupart des camps pour permettre aux personnes déplacées de mener des activités de subsistance (collecte de bois de chauffage, travail, etc.) à l'exception des personnes vivant dans Bama qui dépendent entièrement de l'aide fournie par l'armée.

La situation humanitaire est critique avec les personnes déplacées et les communautés d'accueil d'être coupé de tout type d'aide, sauf de l'armée livrer des repas humides une fois par jour dans certaines colonies.

situation d'approvisionnement en eau varie d'un règlement à l'autre avec certains d'entre eux d'avoir accès à quelques forages de fonctionnement et d'autres étant fonction d'eau par camion par les militaires. RWASSA est actif dans certaines de ces zones à forer ou remettre en état des forages.

En ce qui concerne l'assainissement, malgré la présence de quelques latrines d'urgence construites par le CICR et une initiative privée de la population, la défécation est fortement observée dans tous les établissements.

Dans l'Etat de Borno, en dehors de Maiduguri, environ 75% des installations de lavage sont détruits.

Les taux de malnutrition ne sont pas connus pour les camps satellites, mais en général dans l'Etat de Borno de Maiduguri 250,000 personnes sont estimées avoir besoin d'une aide alimentaire d'urgence.

Organisation de la mission

La mission Nigeria se stabilise actuellement son processus d'ouverture. En raison de l'expansion des projets, une augmentation substantielle des effectifs de base est en cours en Avril et mai 2017.

devrait coordination de passer beaucoup de temps à Maiduguri, à l'appui direct des opérations basées sur le terrain.

Par conséquent, la mission

dispose d'une équipe de coordination basée entre Abuja et Maiduguri, qui comprend un chef de mission, un coordinateur administratif, un des coordonnateurs de la logistique et de l'approvisionnement et un directeur national adjoint superviser une évaluation de suivi, la responsabilisation et coordonnateur de l'apprentissage, un coordonnateur de lavage, un Coordinateur Shelter, un agent de rapports.

Les opérations sont basées à Maiduguri, Monguno, Dikwa et N'Gala.

Dans Maiduguri l'équipe est actuellement composée d'un coordonnateur de terrain, Chef de projet (s), un logisticien de base et un administrateur. Il supervise également les 3 mois les opérations d'urgence en Ngala.

La base sous Dikwa ouvre et se compose d'un gestionnaire de base de l'administration et la logistique, et une activité de lavage responsable.

La sous-base Monguno se compose d'un gestionnaire de base administratif et logistique pris en charge par un assistant Log / Admin recruté comme personnel national et un chef de projet.

A propos de l'emploi

En collaboration étroite avec le Directeur Pays (CD), les premiers objectifs du DCD sont d'assurer

La suite à la page 27

JOBS CAMPUS

La suite de la page 26

le leadership et la gestion de la programmation stratégique, supervisant le renforcement du développement des programmes de SI, de la qualité et de la responsabilité. Le DCD assure la cohérence interne entre les activités du programme et est chargé de veiller à ce que les programmes sont dictés par les besoins, en fonction des preuves, adaptables aux changements contextuels et les conflits sensibles, suivis de près et de ressources suffisantes de façon appropriée.

Le DCD fait partie de SI équipe de haute direction et a ligne la gestion directe des coordonnateurs techniques (wash, logement et repas).

Votre profil

Éducation: Gestion de projet et / ou WaSH ou aliments fond de sécurité.

Expérience: travail en contexte d'urgence et mis en place à distance, développement de stratégie pays et ouverture mission et programmation

Compétences techniques et connaissances: L'expérience des moyens de subsistance, l'aide de caisse, de l'expérience dans les programmes WASH

Compétences transférables: rédaction de propositions, d'évaluation

Langues: anglais obligatoire, Haoussa est un plus

D'autres qualités souhaitables: les conditions de sécurité instables à Maiduguri, capacité d'adaptation et à travailler sous pression

Processus de demande

Est-ce que cette description vous convient? S'il vous plaît envoyez-nous votre CV et lettre de motivation en anglais. CV Seules les demandes ne seront pas considérées.

NB: Le poste vacant peut fermer avant la date limite. Merci de votre compréhension

Nous offrons

Un poste salarié:

selon l'expérience de 2150 euros brut par mois, plus 10% l'allocation de congé annuel payé par mois, et un Diem mensuel par.

accompagné de 600 USD per diem mensuel.

couverture sociale et médicale: Expatriés bénéficient d'un forfait d'assurance qui rembourse toutes les dépenses de santé (y compris les frais médicaux et chirurgicaux, les soins dentaires et les frais de rapatriement, ophtalmologiques) et un système de protection sociale, y compris les risques de guerre. Essential vaccination

et les coûts de traitement antipaludéen sont remboursés.

V a c a n c e s :

Au cours de la mission, l'expatrié a droit à la R & R tous les trois mois: une semaine à trois mois avec 500 euros et l'allocation de deux semaines à six mois avec un billet d'avion à la maison couvert par Solidarités.

Après 6 semaines un sur le terrain, expatrié sera encouragé à prendre 1 semaine à Abuja (3 jours de congé et 2 jours en fonction)

Pour plus d'informations sur l' IS, s'il vous plaît consulter notre site Web: <http://www.solidarites.org/en/>*

Contact: Mallory GUILLOT, recrutement et de suivi Officer

Fonctions Coordination, Gestion de projet

Activités Agriculture, Environnement, Génie civil, Hydraulique

Pays Afrique, Nigeria

Contrat C D D

Postuler en ligne https://emea3.recruitmentplatform.com/syndicated/private/syd_apply.cfm?ID=P1IFK026203F3VBQB6G8N8NQ9&nPostingTargetID=19129

Date de fin de

JOBS CAMPUS



Avis de recrutement

validité 22/05/2017

Poste: Responsable d'équipe de collecte de rue (H/F) – CDD – Aide et Action

Description

Vous êtes enthousiaste et dynamique ?

Travailler pour une grande cause, ça vous dit ?

Devenez recruteur de donateurs pour Aide et Action !

Responsable d'équipe collecte de rue Aide et Action

L'association Aide et Action a été créée en 1981. Organisation de solidarité internationale pour le développement, elle est présente dans 25 pays, en Afrique, en Asie, en Amérique Latine – Caraïbes et en Europe. À travers plus de 80 projets, Aide et Action, avec ses partenaires, contribue à l'amélioration de l'éducation pour plus de 1,6 million de personnes. Reconnue d'utilité publique et agréée par le ministère français de l'éducation nationale, l'association agit pour un monde où la dignité est assurée pour toutes et tous, grâce à l'éducation, levier du développement humain. Au sein de cette structure libre de toute attache politique et religieuse, notre engagement et nos actions sont fondés avant tout sur les valeurs de liberté, respect, solidarité, équité, intégrité.

Plus d'informations : www.france.aide-et-action.org.

Votre mission :

Accroître durablement les ressources d'Aide et Action ainsi que

sa légitimité auprès du grand public en recrutant de nouveaux parrains ou donateurs réguliers dans la rue.

Dans le cadre d'une mission de cinq semaines à temps plein, vous encadrerez une équipe d'une dizaine de personnes dans la rue, afin de mener à bien la campagne de recrutement de nouveaux parrains ou donateurs réguliers pour Aide et Action.

Entant qu'encadrant de l'équipe, vos responsabilités seront les suivantes :

- Manager et encadrer l'équipe dans la rue ou sur tout autre terrain de collecte défini en amont (ex : lieux privés...)

- S'assurer de la qualité du discours des recruteurs et de leur formation terrain ;

- Participer au recrutement de parrains ou donateurs réguliers dans la rue ;

- Rendre compte des résultats de l'équipe quotidiennement par le biais d'un reporting ;

- Rendre compte, à l'issue de chaque mission, du budget de dépenses courantes inhérent à la vie de l'équipe.

Ville Paris et sa région

Expériences / Formation du candidat

Vous avez déjà une expérience réussie comme encadrant d'équipe de collecte de rue sur au moins 3 missions en temps plein, étalées sur une période maximale de 6 mois.

Vous faites preuve d'exemplarité et de constance dans le travail, d'une présence dynamique et enthousiaste tout au long de la mission, et d'un recrutement efficace de nouveaux parrains ou donateurs réguliers ;

Qualité du candidat

Compétences managériales.

Aisance relationnelle.

Enthousiasme et dynamisme.

Endurance et persévérance.

Esprit d'équipe.

Fonctions A u t r e

Activités A u t r e

Pays Europe, France

Contrat C D D

Durée du contrat

5 semaines, du 12 mai au 19 juin 2017

Salaire / Indemnité

Statut : Employé(e) – CDD temps plein (39 heures hebdomadaires) du lundi au vendredi, de 11h à 19h.

Conditions salariales : 14,50 €/heure soit 3060€ brut pour la période du 12 mai au 19 juin (hors primes de précarités et congés payés).

Avantages : remboursement de 50% du titre de transport, mise à disposition de tickets restaurants pris en charge à 60% par l'employeur (8€ l'unité) et mutuelle complémentaire prise en charge à 50% par l'employeur (si adhésion).

Nom de la personne contact

Laura Illouz – Responsable Face à Face

Email de la personne contact recruteur@aide-et-action.org

Postuler en ligne <http://www.france.aide-et-action.org/responsable-dequipe-de-collecte-de-rue-hf-cdd/>

Date de fin de validité 10/05/2017

Des questions de la recherche

Des questions des Universités

Des questions des Ecoles

Des questions d'Actualité

Des questions d'emplois

Les réponses dans Sciences-Campus Info au quotidien en version numérique à télécharger.



PHARMACIES DE GARDE DE OUAGADOUGOU

22/04/2017 AU 01/05/2017 Groupe III

| | | |
|-------------------------|-------------------------------|----------------------------|
| Ave Maria 25 47 98 88 | Jeunesse 25 34 35 04 | Saint Lazare 25 36 86 48 |
| Balkuy 25 37 51 36 | Kamin 25 34 30 28 | Saint Michel 25 45 48 08 |
| Baraka 25 33 02 72 | Kilwin 25 50 84 62 | Santé-validité 68 91 87 04 |
| Belle ville 25 40 84 14 | La Sainte Trinité 25 41 26 46 | Savane 25 31 13 48 |
| Cathédrale 25 31 28 07 | Mariama 25 30 05 76 | Taoko 25 36 69 27 |
| Charis 25 47 98 78 | Naab Raga 25 30 06 27 | Téranga 25 36 09 70 |
| Concorde 25 31 29 49 | Naaba Koom 25 35 70 46 | Wendenda 25 31 09 64 |
| Coura 25 38 83 90 | Nagrin 25 46 90 48 | Yennega 25 37 03 37 |
| Djimbina 25 35 77 65 | Nazani 25 36 65 10 | Zone I 25 48 15 13/53 |
| Dunia 25 36 20 51 | Ninrwa 25 41 80 38 | Zougrana 25 40 98 75 |
| Ecoles 25 31 52 32 | Noom-Wendé 25 50 31 17 | |
| Fraternité 25 36 48 00 | Pissy 25 43 13 35 | |
| Galiem 25 35 28 44 | Sacré cœur 25 34 60 60 | |
| Hosanna 25 41 26 48 | Saint Julien 25 38 06 10 | |

ADRESSES UTILES

Ouagadougou

Pompiers: 18/ 25 30 69 48/ 30 69 47
Hôpital ambulance: 25 30 66 44 /45
ONEA: 22 22 76/77 25 34 34 60 - 80 00 11 11
SONABEL: 25 30 61 00
Aéroport: 25 30 65 15
Police secours: 25 30 71 00
Gendarmerie: 25 31 33 40

Pompiers: 18
Hôpital ambulance: 20 97 00 45/ 20 97 00 44
ONEA: 20 97 65 65/ 20 97 00 09/10 - 80 00 11 11
SONABEL: 20 97 00 60 / 98 22 30
Aéroport: 20 97 00 70
Burkina secours: 20 97 01 43
Police secours: 17
Gendarmerie: 20 97 00 59/ 20 97 00 33

Bobo-Dioulasso

Fondé le 26 août 2013.

02 BP 5805 Ouaga 02
Burkina Faso
Tél: + 226 76609721
E-mail: redaction@sc-mail.info
Site web:
www.sciences-campus.info

Publications semestrielles et quotidiennes

Autorisations
n°5509P /2013/ CAO/TGI.O/P.F.
n°1238/2016/CAO-TGI/OUA/P.F

Administration
OTC
Fondation Sciences-Campus

Directeur de publication
Siaka GOW

Rédacteur en chef
Augustin NIKIEMA

Equipe de reportage
- Alfred Syé KAM
- Aminata PORGO
- Augustin NIKIEMA

Correspondants des provinces du Burkina

- Karim Ouattara
- Francois blanc
- Boureima Sogoba
- Augustin Irwaya Ouedraogo
- Tigiane Antoine Ki
- Blaise Sama
- Jean Paul Yekpaye
- Mamadou Goh
- Désiré Guigma
- Jérôme Bissyendé
- Frédéric PoOda
- Valentin Ouedraogo
- Moumouni Guio
- Nicole Ouedraogo
- Amédée Silga
- Karim Koala
- Ouaboué Bakouan
- Albert Tarpaga
- Paul Soma
- Arjouman Saganogo
- Joseph Kaboré
- Valentin Singbéogo
- Issa Sepama
- Hermann Toé
- Steven Issouf Barro

Correspondants pays

Montage
Eliane BAYALA
Aminata PORGO
Bernard HIEN
Oeil du professionnel

Distribution
Téléchargeable sur:
www.sciences-campus.info

Abonnement, insertion, couverture médiatique

+226 76609721
+226 72080505
+22672080303

E-mail: redaction@sc-mail.info

Service commercial
+226 61 07 20 20

Représentation Bobo Dioulasso
Tél: +226 20954746
+226 72070909

Sciences-Campus Info

Magazine Scientifique et Universitaire

Science - Education - Politique - Société - Economie

Semestriel;

Presse en ligne;

Quotidien numérique gratuit

sur www.sciences-campus.info

✓ **Couverture médiatique**

✓ **Publicité**

✓ **Communication**



- **L'actualité des Centres de recherche**
- **L'actualité des écoles et universités**
- **L'actualité générale des 45 provinces en continue**
- **Les activités du gouvernement**
- **L'actualité internationale**

Un espace emploi



sur www.jobs-campus.com

L'actualité du monde pour les campus, l'actualité des campus pour le monde

Adresses: www.sciences-campus.info/ redaction@sc-mail.info
226 76609721/ 72080505/ 72072121
05BP5805 Ouaga02
Boulevard de Tensoaba à 500 mètres du SIAO